



Strasbourg, 10 août 2010

CAHVIO (2010) 11

**COMITE AD HOC COMMITTEE POUR PREVENIR ET COMBATTRE LA
VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET DE LA VIOLENCE DOMESTIQUE
(CAHVIO)**

RAPPORT DE LA 5ème REUNION

**Strasbourg
27 – 30 septembre 2010**

Document préparé par la
Direction Général des Droits de l'Homme et des Affaires Juridiques

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR : OUVERTURE DE LA REUNION

1. La cinquième réunion du Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO) est ouverte par M^{me} Dubravka Šimonović et M. Eric Ruelle, en leur qualité de coprésidents.

2. M. Jan Kleijssen, Directeur des Activités normatives de la Direction générale des droits de l'homme et des affaires juridiques du Conseil de l'Europe, prononce une allocution liminaire devant le Comité. Souhaitant la bienvenue aux délégués, aux experts scientifiques et aux observateurs, en particulier aux nouveaux venus, notamment l'ILGA et le Groupe européen des institutions nationales de droits de l'homme (voir la liste des participants qui fait l'objet de l'annexe II), il invite le Comité à poursuivre ses négociations concernant le projet de convention, qui entrent maintenant dans une phase cruciale. Il informe le Comité que les ministres responsables de l'égalité entre les femmes et les hommes ont exprimé dans leur Résolution et leur Plan d'action adoptés à l'occasion de la 7^e Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables de l'égalité entre les femmes et les hommes (Bakou, 25 mai 2010) leur soutien au travail du CAHVIO. En outre, à l'occasion de la réunion annuelle de haut niveau entre le Conseil de l'Europe, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Organisation des Nations Unies et ses organisations partenaires selon le format « Tripartite-Plus », qui a eu lieu le 14 juin 2010, les trois organisations ont exprimé, dans le communiqué commun qu'elles ont adopté, leur soutien au travail du CAHVIO. Elles ont aussi appelé à l'application de cette convention en temps de guerre ou d'état d'urgence ainsi qu'en situation de post-conflit. Enfin, M. Kleijssen souligne le rôle important de l'Assemblée parlementaire qui a adopté un large éventail de résolutions et recommandations directement liées aux activités du CAHVIO. Par le biais de sa commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes et son réseau de parlementaires, elle continue à mettre en évidence des moyens permettant de contribuer activement à la réussite de la future convention.

POINT 2 DE L'ORDRE DU JOUR : ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. Le Comité adopte l'ordre du jour tel qu'il est reproduit à l'annexe I.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR : INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LES COPRESIDENTS

4. Les coprésidents informent le Comité que la réunion a pour but d'entamer la deuxième lecture du projet révisé de convention en l'examinant article par article, en commençant par le préambule. A cet effet, les coprésidents ont élaboré, avec les experts scientifiques et le Secrétariat, une version révisée du projet de convention. Cela a été fait à partir de la discussion qui s'est déroulée lors de la troisième et de la quatrième réunion du Comité ainsi que des propositions écrites de modifications présentées par les délégations. Toutes les propositions reçues ont été réunies par le Secrétariat dans un document de 220 pages (CAHVIO(2010)5) qui a été mis à la disposition de toutes les délégations. Après avoir présenté les documents supplémentaires élaborés par le Secrétariat et les experts scientifiques pour la présente réunion, les coprésidents expriment leur espoir de pouvoir passer en revue autant d'articles que possible afin que les négociations puissent progresser. En outre, ils informent le Comité de leur invitation à présenter au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, lors de sa réunion du 30 juin 2010, l'état d'avancement des négociations. Compte tenu du mandat du CAHVIO qui vient à expiration à la fin de l'année 2010, le Comité des

Ministres a exprimé son souhait de voir le texte définitif de la convention adopté par le CAHVIO avant la fin de cette année.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR : INFORMATIONS COMMUNIQUEES PAR LE SECRETARIAT

5. M. Carlo Chiaromonte, Secrétaire du Comité, communique au Comité des informations concrètes supplémentaires concernant la réunion.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR : EXAMEN DU DOCUMENT « PROJET DE CONVENTION POUR PREVENIR ET COMBATTRE LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET LA VIOLENCE DOMESTIQUE » (CAHVIO (2009)32 RÉV)

6. Avant d'entamer la deuxième lecture du projet de convention, la délégation du Royaume-Uni informe le Comité que, du fait d'un changement récent de gouvernement, elle est en train de réviser le mandat relatif aux négociations et qu'elle n'est donc pas en mesure de donner à l'occasion de la présente réunion une indication d'une position établie du Royaume-Uni concernant le texte proposé.

7. Commenant par le texte du préambule, le Comité décide d'ajouter des références à la *Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels* (STCE n° 201), à plusieurs recommandations de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à la *54^e session de la Commission de la condition de la femme, des Nations Unies, qui s'est tenue en 2010 (Beijing + 15)*, aux *Résolutions 1325 (2000), 1820 (2008), 1888 (2009) et 1889 (2009) du Conseil de sécurité des Nations Unies* ainsi qu'au Plan d'action et à la Résolution adoptés à l'occasion de la *7^e Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables de l'égalité entre les femmes et les hommes* (Bakou, 24-25 mai 2010).

8. Le Comité procède ensuite à un débat concernant le champ d'application de la convention (article 1bis). Avant la réunion, les délégations qui sont aussi membres de l'Union Européenne ont examiné un projet de proposition d'article relatif au champ d'application de la convention, qui avait été présenté par la présidence espagnole de l'Union Européenne et qui a servi de base de discussion. Cette proposition repose essentiellement sur l'idée de mettre au cœur de la convention la violence contre les femmes, y compris la violence domestique. L'application de différents chapitres de la convention s'étendrait néanmoins, en tant que de besoin, aux autres formes de violence domestique. Etant donné que les délégations ne sont pas en mesure de s'accorder sur la formulation proposée, les coprésidents, ainsi que le Secrétariat et les experts scientifiques, proposent une solution de remplacement. Celle-ci se fonde sur la proposition présentée par la présidence espagnole de l'Union Européenne, faisant ainsi porter la convention essentiellement sur la violence à l'égard des femmes mais en permettant, s'il y a lieu, de l'appliquer aux autres victimes de violence domestique. En outre, elle contient l'obligation faite aux Parties à la convention de veiller particulièrement aux femmes victimes de violences sexistes dans la mise en œuvre des chapitres de la convention qui sont actuellement formulés de manière neutre en ce qui concerne l'appartenance sexuelle. A la suite d'un débat relatif à la variante proposée, il apparaît avec évidence que les délégations ne sont pas toutes en mesure d'accepter cette formulation. Le dernier jour de la réunion, la délégation belge présente, en sa qualité de représentante du pays occupant la présidence de l'Union Européenne à compter du 1^{er} juillet 2010, encore une autre proposition d'article 1bis relatif au champ d'application de la convention. Cet article a bénéficié du soutien de toutes les délégations qui sont aussi membres de l'Union Européenne. Toutes les délégations auprès du CAHVIO présentes le dernier jour de la réunion décident à l'unanimité d'accepter cette

proposition comme base de discussion pour la prochaine réunion du Comité. La proposition est ainsi libellée :

« Article 1 bis – Champ d'application de la Convention

1. La présente Convention s'applique à toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence domestique, qui affecte les femmes de manière disproportionnée.

2. Les Parties sont encouragées à appliquer la présente Convention à toutes les victimes de violence domestique. Les Parties portent une attention particulière aux femmes victimes de violence fondée sur le genre dans la mise en œuvre des dispositions de la présente Convention.

3. La Convention s'applique en temps de paix ou en situations de conflit armé ».

9. Lors de sa discussion ultérieure concernant le reste du chapitre I, le Comité s'accorde sur le libellé de tous les articles du chapitre. Quelques délégations expriment des réserves en ce qui concerne certains paragraphes ou une certaine terminologie, ce qui se reflète dans les notes de bas de page qui figurent dans le projet révisé de convention. La Fédération de Russie fait part de sa réserve concernant l'insertion à l'article 3 paragraphe 4 d'une référence à « l'identité de genre » et à « l'orientation sexuelle » comme motif de discrimination.

10. Le Comité procède ensuite à l'examen des chapitres II, III et IV concernant les « Politiques intégrées », la « Prévention » ainsi que la « Protection et [le] soutien ». Afin de raccourcir le projet et de le rendre plus concis, le Comité décide de transférer de nombreux points de détail dans le rapport explicatif. Quelques dispositions et certaines questions de terminologie ne font pas l'objet d'un consensus de la part de toutes les délégations et seront donc réexaminées à l'occasion de la prochaine réunion. Pendant et après la discussion concernant l'article 11 et l'article 16, certaines délégations présentent des variantes élaborées au cours de la réunion qui sont introduites dans la version révisée du projet et qu'il faudra examiner. Avec quelques modifications, tous les autres articles ont obtenu l'aval de toutes les délégations, à l'exception de celles qui ont exprimé une réserve à indiquer dans une note de bas de page concernant l'article en question.

11. S'agissant des dispositions qui font l'objet du chapitre V concernant le droit matériel, le reste du temps consacré à la réunion permet seulement au Comité d'examiner les articles 20 à 26. En ce qui concerne les dispositions de droit pénal, le CAHVIO décide d'harmoniser la terminologie employée en utilisant systématiquement le membre de phrase suivant : « Les Parties prennent les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale le comportement intentionnel suivant ». Une proposition présentée par la délégation des Pays-Bas au sujet de l'article 24 « Violence psychologique » obtient le soutien de toutes les délégations et elle est insérée dans le projet révisé.

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR : PLANIFICATION DES TRAVAUX FUTURS DU COMITE

12. Le Comité achève la deuxième lecture des articles 1 à 26, y compris le préambule. A l'exception de quelques points qu'il faudra réexaminer, les délégations auprès du CAHVIO parviennent à un accord sur le texte de ces articles. En cas de réserve précise concernant l'un quelconque des articles ayant fait l'objet d'un accord, les délégations auprès du CAHVIO sont invitées à en informer le Secrétariat qui fera référence à la réserve dans une note de bas de

page concernant l'article en question. En outre, sur la base de l'accord conclu au cours de la présente réunion, le Secrétariat a élaboré une version révisée des articles 1 à 26, y compris le préambule, qui est mise à la disposition de toutes les délégations.

13. Etant donné que la fin des travaux du Comité est proche, un avant-projet du rapport explicatif concernant les articles 1 à 26 sera mis à la disposition du Comité pour sa prochaine réunion. Les autres parties suivront peu après.

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DIVERSES

14. A la suite de l'échange de vues avec les coprésidents du CAHVIO, le Comité des Ministres a souligné, lors de sa 1089^e réunion, le 30 juin 2010, l'importance du projet d'instrument en cours d'élaboration, il a félicité le Comité ad hoc pour le travail déjà entrepris et il a encouragé le CAHVIO à l'achever pour le 31 décembre 2010, éventuellement en organisant une réunion supplémentaire.

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR : DATE DE LA PROCHAINE REUNION DU COMITE

15. Pour faire écho au Comité des Ministres qui l'encourage à achever son travail pour le 31 décembre 2010, le Comité ad hoc pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (CAHVIO) décide d'organiser une réunion supplémentaire du 27 au 30 septembre 2010 (à 17 heures).

ANNEXE I: ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Informations transmises par les co-Présidents
4. Informations transmises par le Secrétariat
5. Examen du document "Projet de Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique" (CAHVIO (2009) 32 rev)
6. Planning des travaux futurs du Comité
7. Questions diverses
8. Date de la prochaine réunion du Comité

ANNEXE II: LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Ms Etleva SHESHI

Responsible of Sector for Gender Equality and Measures Against Domestic Violence, Department of Equal Opportunities and Family Policies, Ministry of Labour, Social Affairs and Equal Opportunities

ANDORRA / ANDORRE

Mme Laura LOPEZ

Avocate, Ministère de la Santé, des Affaires sociales et de la Famille

Mme Caterina ALEIX LARTIQUE

Assistante Sociale, Ministère de la Santé, Affaires Sociales et Travail, Equipe d'Intervention auprès des femmes maltraités

ARMENIA / ARMÉNIE

Ms Nelli DURYAN

Apologised/

excusée

Deputy Head of the 3rd Department, Police Colonel

Main Department for Criminal Investigation of Police of Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

Ms Rosa LOGAR

Director Domestic Abuse, Vienna Intervention Centre against violence in the family

Ms Elisabeth TAEUBL

Ministry of Justice

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Mr Ismayil ASADOV

Department of International Law and Treaties, Ministry of Foreign Affairs of Azerbaijan

BELGIUM / BELGIQUE

Mme Annelies DELEU

Attachée juriste (Droit pénal /procédure pénale) à la Direction générale de la Législation et des Droits de l'homme et Libertés fondamentales

M. Freddy GAZAN

Conseiller Général adjoint à la politique criminelle, Ministère de la Justice

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Ms Samra FILIPOVIC-HADZIABDIC

Director of the Gender Equality Agency, Ministry for Human Rights and Refugees

BULGARIA / BULGARIE

Mr Irena BORISOVA

Head of Department "International cooperation and legal assistance in criminal matters" , Ministry of Justice

CROATIA / CROATIE

Ms Dubravka ŠIMONVIČ

Co-Chair/ Co-

présidente

Head of Department for International Organizations and Human Rights, Ministry of Foreign Affairs and European Integration of the Republic of Croatia

CYPRUS / CHYPRE

Ms Eleni LOIZIDOU

Senior Counsel of the Republic at the Attorney General's Office, Member of the Advisory Committee on Combating Domestic Violence
Attorney General's Office

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Mr Michal NESPOR

Legal expert, International Law Department, Ministry of the Interior

Ms Helena LISUCHOVA

Legal Expert, Department for International Organizations and International Cooperation, Ministry of Justice

DENMARK / DANEMARK

Ms Brit Gotthard JENSEN

Head of Section, Ministry of Justice

Ms Nell Ellinor Brunshøj RASMUSSEN

Senior Consultant, The National Board of Social Services, Ministry of Social Welfare and Gender Equality

ESTONIA / ESTONIE

Ms Kristiina LUHT

Chief Specialist, Gender Equality Department, Ministry of Social Affairs

Ms Tuuli PLOOM

Adviser, Penal Law and Procedure Division, Criminal Policy Department, Ministry of Justice

FINLAND / FINLANDE

Ms Helena EWALDS

Development Manager, The National Institute for Health and Welfare (THL)

Ms Marjatta HIEKKA

Legal Counsellor, Unit for Human Rights Courts and Conventions, Ministry for Foreign Affairs
MFA, Unit for Human Rights and Conventions

Ms Tanja Maria LEIKAS-BOTTA

Attaché, Unit for Human Rights Policy, Ministry for Foreign Affairs

Ms Kirsi PULKKINEN

Legal Adviser, Law Drafting Department, Ministry of Justice

FRANCE

M. Stéphane DUPRAZ

Magistrat au Ministère de la Justice, Direction des Affaires criminelles et des Grâces, Mission de négociation et de transposition des normes pénales internationales

Ms Geneviève ZDROJEWSKI

Adjointe de la chef du bureau des affaires européennes et internationales, Direction générale de la cohésion sociale, Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique

M. Eric RUELLE

Co-Chair/ Co-président

Chargé de Mission pour les Négociations Pénales Internationales,
Direction des Affaires Criminelles et des Grâces, Ministère de la Justice

GEORGIA / GÉORGIE

Mr Zurab MTCHEDLISHVILI

Assistant to the Deputy Chair of the Parliament of Georgia, Coordinator Gender Equality Advisory Council under the chair of the Parliament of Georgia

Ms Ketevan KHUTSISHVILI
Executive Secretary of the Georgian Inter-Agency Council on Domestic Violence

Ms Marina MESKHI
Director of State Anti-Trafficking Fund

Ms Lali PAPIASHVILI
Judge of the Constitutional Court of Georgia

GERMANY / ALLEMAGNE

Ms Nicole ZÜNDORF-HINTE
Adviser, Federal Ministry for Family Affairs, senior citizens, women and youth

Dr. Heino KIRCHNER
Legal Adviser, II A 2 - Criminal Law - Special Part, Federal Ministry of Justice

GREECE / GRÈCE

Ms Theodora KATSIVARDAKOU
Head of Department, General Secretariat for Gender Equality, Ministry of Justice

Ms Marianna ASIMAKOPOULOU

HUNGARY / HONGRIE

Ms Zsuzsa SEBESTYÉN
Gender Expert, Ministry of Social Affairs and Labour

ICELAND / ISLANDE

IRELAND / IRLANDE

Mr Anthony FLYNN
Assistant Principal, Cosc - The National Office for the Prevention of Domestic, Sexual and Gender-based Violence, Department of Justice, Equality and Law Reform,

Ms Tara STOREY
Cosc - The National Office for the Prevention of Domestic,
Sexual and Gender-based Violence Department of Justice, Equality & Law Reform

ITALY / ITALIE

Mme Sabrina PECORIELLO
Expert, Presidency of the Council of Ministers – Department for Equal Opportunities

LATVIA / LETTONIE

Ms Līga ĀBOLIŅA
Deputy director of the Child and Family Policy Department, Ministry of Welfare

LIECHTENSTEIN

M. Patrick RITTER
Représentant Permanent Adjoint, Mission Permanente de la Principauté du Liechtenstein auprès des Nations Unies (ONU) à Genève

LITHUANIA / LITUANIE

Mr Kęstutis ZAURA
Chief specialist of Gender Equality Division, Ministry of Social Security and Labour

LUXEMBOURG

Apologised/Excusé

MALTA / MALTE

Ms Marceline NAUDI
Chairperson of the Commission on domestic violence, Ministry of Education, Employment and Family

MOLDOVA

Ms Lilia PASCAL
Head of the Department of Equal Opportunities and Prevention of Violence
Ministry of Labour, Social Protection and Family

Mr Eugen RUSU
Vice Procureur de la République de Moldova

Ms Tatiana FOMINA
Manager of Analytical and Juridical Department, International Center for Women Rights Protection
and Promotion Center "La Strada"

Mr Iurie PEREVOZNIC
Head of Department of Protection of Children, General Prosecutor's Office

MONACO

M. Frédéric PARDO
Secretary for External Relations, Office for International Affairs, Ministry of Foreign Affairs

MONTENEGRO

Mr. Igor VUCINIC
Advisor in the Ministry of Human and Minority Rights.

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Mr Marnix ALINK
Legal Adviser

Mr Joël van ANDEL
Advisor in International Relations, Ministry of Justice

Ms Ingrid HORST
National Project Leader on Domestic Violence, Ministry of Justice, Judicial Youth Policy Department

NORWAY / NORVÈGE

Ms Hilde Marit KNOTTEN
Senior Adviser, Department of Family Affairs and Equality, Ministry of Children, Equality and Social
Inclusion

Ms Astrid BERGMÅL
Adviser, Ministry of Children, Equality and Social Inclusion

Ms Torunn SALOMONSEN
Adviser, Ministry of Justice, Legislation Department

POLAND / POLOGNE

Ms Katarzyna WOLSKA-WRONA
Senior Expert in the Polish Ministry of Justice, Department of International Cooperation and European
Law, Unit of Coordination of European Policy

Ms Agnieszka KUMAS
III Secretary, Office of the Plenipotentiary for the Proceedings before the International Human Rights
Protection Bodies, Ministry of Foreign Affairs of Poland

Mr Robert DRZAZGA
Counsellor from Ministry of Foreign Affairs, Treaty and Legal Department, Division of Public
International Law

PORTUGAL

Ms Vania ALVARES
Advisor, Secretary of State for Equality

ROMANIA / ROUMANIE

Ms Rodica CARAUSU

Public Manager, Romanian National Authority for the Protection of Family and Child's Rights

Mr Dragos PANAITESCU

Legal counsel, Romanian Ministry of Justice - Department for Drafting the Laws

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Ms Elena RODIONOVA

Senior inspector of the Department for Security of Public Order of the Ministry of Interior of the Russian Federation

Ms Rada SECHENOVA

Senior prosecutor of the General Prosecutor's Office of the Russian Federation

Ms Ksenia GAL

Secretary of the Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

SAN MARINO / SAINT- MARIN

Mme Sylvie BOLLINI

Gender Issues Specialist, Ministry of Foreign Affairs

SERBIA / SERBIE

Ms Gordana GASMI

Law Professor, Singidunum University,

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Branislav KADLEČIK

General State Counsellor, Directorate for International and European Law, Ministry of Justice

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Ms Sara SLANA

Adviser, Office of the Government of the Republic of Slovenia for Equal Opportunities

SPAIN / ESPAGNE

Mr Javier TRUCHERO

Special Adviser, Ministry of Justice

Ms Cecilia PAYNO DE ORIVE

Deputy, Office for International Relations, Ministry of Equality

SWEDEN / SUÈDE

Ms Sofia WIRLEE

Special Advisor, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

Mr Göran NILSSON

Deputy Director, Division for Criminal Law, Ministry of Justice

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Anita MARFURT

Juriste en droit pénal international, Département Fédéral de Justice et Police, Office Fédéral de la Justice, Unité droit pénal international

Mme Sophie HEEGAARD

Juriste, Département fédéral des affaires étrangères, Direction du droit international public
Section des droits de l'Homme et du droit international

Mme Karine LEMPEN

Juriste, Département fédéral de l'intérieur, Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes,
Service juridique

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / “L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Ms Tanja KIKEREKOVA
Head, Human Rights Department, Ministry of Justice

TURKEY / TURQUIE

Ms Feride ACAR
Professor, Department of Political Science and Public Administration, Middle East Technical University

UKRAINE

Ms Tetiana SHORSTKA
Head of the Division of Execution of International Treaties on Legal Assistance in Criminal Matters, Directorate for International Private Law and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice of Ukraine

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Karen MORGAN-READ
Senior Policy Advisor, Strategy and Policy Directorate, Crown Prosecution Service

Ms Samantha DARBY
Inter-Personal Violence Team, Violent Crime Unit

* * * *

**STEERING COMMITTEE FOR EQUALITY BETWEEN WOMEN AND MEN/
*COMITE DIRECTEUR POUR L’EGALITE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES (CDEG)***

Ms Ifigénie KATSARIDOU
Relations internationales, Secrétariat Général de l’Egalité
Ministère de la justice

Ms Käthlin SANDER
Adviser, Gender Equality Department, Ministry of Social Affairs

**EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS /
*COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)***

Mr Branislav BOHÁČIK
District Prosecutor’s Office Bratislava

**STEERING COMMITTEE FOR HUMAN RIGHTS /
*COMITE DIRECTEUR POUR LES DROITS DE L’HOMME (CDDH)***

Ms Inga REINE
Government Agent, Representative of the Government of Latvia before International Human Rights Organizations, Ministry of Foreign Affairs

**EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION /
*COMITE EUROPEEN DE COOPERATION JURIDIQUE (CDCJ)***

Mme Nicole COCHET
Magistrat, Chargée de Mission près du Directeur des Affaires Civiles et du Sceau (DACS)
Ministère de la Justice

**EUROPEAN COMMITTEE ON MIGRATION /
*COMITE EUROPEEN SUR LES MIGRATIONS (CDMG)***

Ms Kateryna LEVCHENKO

Adviser on Human Rights, Minister of Internal Affairs

**GOVERNMENTAL COMMITTEE ON THE EUROPEAN SOCIAL CHARTER /
COMITE GOUVERNEMENTAL SUR LA CHARTE SOCIALE EUROPEENNE (ESC)**

Mme Jacqueline MARECHAL
Chargée de mission, Délégation aux affaires européennes et internationales
Ministère de la Santé et Ministère du travail

PARLIAMENTARY ASSEMBLY / ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE

Mr José MENDES BOTA
Chairperson of the PACE Committee on Equal Opportunities for Women and Men

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES OF THE COUNCIL OF EUROPE /
CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX DU CONSEIL DE L'EUROPE**

Ms Sandra BARNES
Chair of the Committee on Social Cohesion of the Congress of Local and Regional Authorities

**COUNCIL OF EUROPE COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS/
COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**CONFERENCE OF INGOs ENJOYING PARTICIPATORY STATUS WITH THE COUNCIL OF
EUROPE/ CONFERENCE DES ONG DOTEES DU STATUT PARTICIPATIF AUPRES DU CONSEIL
DE L'EUROPE**

Ms Karin NORDMEYER
Representative of the Conference of NGOs of the Council of Europe, Chair of the Gender Equality
Group

* * * * *

EUROPEAN UNION / UNION EUROPEENNE

Mr Renatas MAZEIKA
Head of Unit for Fundamental rights and citizenship
DG Justice Freedom and Security / Unit Fundamental Rights

Mr Ekmel CIZMECIOGLU
Policy Officer, Financial support unit for Fundamental rights and Citizenship
DG Justice Freedom and Security / Unit Fundamental Rights

Ms Valeri LINDHOLM
Intern, Delegation of the European Union to the Council of Europe

* * * * *

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Mme Christine De SAINT-CHAMAS

UNITED STATES OF AMERICA / ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

CANADA

JAPAN / JAPON

MEXICO / MEXIQUE

Mr. Salvador TINAJERO ESQUIVEL
Legal Affairs Coordinator, Third Secretary
Permanent Mission of Mexico to the United Nations Office at Geneva and other International Organizations

* * * * *

**INTERNATIONAL INTERGOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERGOUVERNEMENTALES****UNITED NATIONS DEVELOPMENT FUND FOR WOMEN /
LE FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NATIONS UNIES POUR LA FEMME (UNIFEM)**

Ms Raluca Maria POPA
Project Manager, Ending Violence against Women

**UNITED NATIONS DIVISION FOR THE ADVANCEMENT OF WOMEN /
DIVISION DES NATIONS UNIES POUR L'AVANCEMENT DE LA FEMME (DAW)**

Ms Christine A. BRAUTIGAM
Division for the Advancement of Women, Department of Economic and Social Affairs

**UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND /
FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE (UNICEF)****OFFICE OF THE UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS (UNHCHR) /
BUREAU DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES DROITS DE L'HOMME
(HCNUDH)****UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR) /
HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES (HCNUR)**

Mr Olivier BEER
UNHCR Representative to the European Institutions in Strasbourg

Ms Franziska SIGRIST
UNHCR intern, UNHCR Representation to the European Institutions in Strasbourg

**ORGANISATION FOR SECURITY AND CO-OPERATION IN EUROPE /
ORGANISATION POUR LA SECURITE ET LA COOPERATION EN EUROPE (OSCE)**

Ms Jamila SEFTAOUI Apologised/
Excusée
Senior Adviser on Gender Issues, Office of the Secretary General, Gender Section

INTERPOL**EUROPOL****COMMONWEALTH OF INDEPENDANT STATES (CIS) /
COMMUNAUTE DES ETATS INDEPENDANTS (CEI)**

**INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANISATIONS /
ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON-GOUVERNEMENTALES**

EUROPEAN WOMEN'S LOBBY / LOBBY EUROPEEN DES FEMMES

Ms Colette DE TROY

Director, European Policy Action Centre on Violence against Women (EPACVAW), European Women's Lobby

Ms Marie-José JONCZY

Board member of the European Women's Lobby (EWL), Vice-President of the University Women of Europe

AMNESTY INTERNATIONAL

Ms Lisa GORMLEY

Legal Adviser on International Law and Women's Rights, Amnesty International

WOMEN AGAINST VIOLENCE EUROPE (WAVE)

Ms Hilary FISHER

Director, Dying Matters Coalition

**INTERNATIONAL LESBIAN, GAY, BISEXUAL, TRANS AND INTERSEX ASSOCIATION (ILGA) –
ILGA Europe**

Mr Silvan AGIUS

Policy Director

Mr Nigel WARNER

ILGA-Europe Council of Europe Adviser

EUROPEAN GROUP OF NATIONAL HUMAN RIGHTS INSTITUTIONS

Dr. Petra FOLLMAR-OTTO

Head of Unit Human Rights Policies Germany/Europe, German Institute for Human Rights

* * * *

SCIENTIFIC EXPERTS

Ms Renée RÖMKENS

Full Professor of Victimology/Interpersonal Violence, INTERVICT International Victimology Institute,

Ms Christine CHINKIN

Professor of International Law, Department of Law, Centre for the Study of Human Rights,
The London School of Economics and Political Studies

**SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE**

**Directorate General of Human Rights and Legal Affairs /
Direction Générale des droits de l'Homme et des affaires juridiques**

Mr Jan KLEIJSEN	Director of Standard-Setting / Directeur des activités normatives
Mr Jeroen SCHOKKENBROEK	Head of the Human Rights Development Department / Chef du Service du développement des droits de l'Homme
Mr Jörg POLAKIEWICZ	Head of the Law Reform Department / Chef du Service des réformes législatives
Mr Giovanni PALMIERI	Head of Gender Equality Division / Chef du Service pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Mr Carlo CHIAROMONTE	<i>Secretary to the Ad Hoc Committee to Combat Violence against Women and Domestic Violence (CAHVIO) / Secrétaire du Comité ad hoc pour combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique</i> Head of the Criminal Law Division / Chef de la division du droit pénal
Ms Johanna NELLES	<i>Co-Secretary to the Ad Hoc Committee to Combat Violence against Women and Domestic Violence (CAHVIO) / Co-Secrétaire du Comité ad hoc pour combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique</i> Gender Equality Division / Division pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Ms Paula KROL	Gender Equality Division / Division pour l'égalité entre les hommes et les femmes
Ms Sylvie AFFHOLDER	Secretary of the PACE Committee on Equal Opportunities for Women and Men / Secrétaire de la Commission sur l'égalité de chances pour les femmes et les hommes
Ms Dolores RIOS	Secretary of the Committee on Social Cohesion of the Congress of local and regional authorities/ Secrétaire de la Commission de la Cohésion sociale du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
Ms Lucy ANCELIN	Principal Assistant / Assistante principale Criminal Law Division / Division du droit pénal
Ms Marjaliisa JAASKELAINEN	Assistant / Assistant Criminal Law Division / Division du droit pénal
Ms Anna LE VALLOIS	Assistant / Assistant Criminal Law Division / Division du droit pénal

* * * * *

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mme Barbara GRUT
Mme Sally BAILEY-RAVET
M. Derrick WORDSDALE (sauf 30/06)